

Pressions dans le secteur agricole :

Andréanne Larouche presse le gouvernement fédéral d'agir

Granby, le 17 avril 2023 – La députée de Shefford, Andréanne Larouche, appuie les demandes de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles qui a sonné l'alarme en conférence de presse mercredi dernier concernant la santé financière de nos entreprises agricoles, de même que sur la santé mentale des producteurs. La députée bloquiste exige des actions immédiates de la part d'Ottawa.

« En tant que députée de Shefford, la protection du milieu agricole et de la santé de nos producteurs et entreprises agricoles, j'en fais une affaire personnelle. L'agriculture est primordiale pour la circonscription et je continuerai à porter la voix des gens de notre région, et à me battre pour que les producteurs et entreprises d'ici soient traités avec le respect qu'ils méritent. L'agriculture, c'est la base d'une société. Dans un contexte où l'on parle de se construire une résilience alimentaire locale et où l'on aborde de grandes questions comme l'insécurité alimentaire mondiale, le gouvernement doit appuyer concrètement nos agriculteurs », explique Mme Larouche.

Considérant que nos agriculteurs doivent s'endetter pour nourrir la population, la situation est loin d'être attirante pour la relève agricole. Alors qu'une ferme sur dix mettra la clé dans la porte d'ici 12 mois si rien n'est fait rapidement pour venir en aide au secteur, le gouvernement libéral ne peut plus ignorer la situation.

« Le gouvernement fédéral peut faire sa part en procédant au lancement d'un nouveau "compte d'urgence agricole" pour assurer la pérennité des entreprises, particulièrement celles de la relève qui ont un lourd endettement. Il doit aussi allonger le délai de remboursement du programme déjà existant et reporter de deux ans le remboursement prévu en 2023 », poursuit la députée de Shefford.

Depuis longtemps, le Bloc Québécois dénonce le manque de soutien au monde agricole, particulièrement lorsque l'on compare le niveau de support financier offert par le gouvernement canadien à celui des États-Unis ou de l'Europe, qui est bien plus élevé. Il ne faut pas oublier que nos producteurs sont en compétition directe avec ces pays et sont nettement désavantagés.

« Le contexte inflationniste actuel et les taux d'intérêt élevés créent un contexte extraordinaire qui rend nécessaire une intervention de l'État tout aussi extraordinaire », conclut-elle.

– 30 –

Source :
Samra Grahic
Adjointe aux communications
Bureau d'Andréanne Larouche, députée de Shefford
(450) 378-3221
Andreanne.larouche@parl.gc.ca